

Envoyé en préfecture le 30/12/2025

Reçu en préfecture le 30/12/2025

Publié le **30 DEC. 2025**

ID : 071-217104454-20251229-ADM_209_2025-AR

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-MARCEL

ADM-209-2025

AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES

CONCESSIONS AUTOMOBILES ET COMMERCES LIÉS À L'AUTOMOBILE

ANNÉE 2026

Raymond BURDIN, Maire de la Commune de SAINT-MARCEL,

Vu les articles L 3132.3 et L 3132.26 du Code du Travail,

Vu la loi du 06 Août 2015 stipulant que la liste des dimanches doit être arrêtée avant le 31 Décembre 2025, pour l'année 2026,

Considérant le courrier en date du 19 septembre 2025 adressé aux organisations syndicales d'employeurs et de salariés,

Considérant les saisines du Conseil Communautaire du Grand Chalon, en date du 3 octobre 2025 restée sans réponse, ce qui équivaut à un avis favorable,

Considérant les demandes présentées par divers commerces,

Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2025 entérinant la liste des dates d'ouvertures proposées par le Maire,

ARRÊTE

Article 1 : Les concessions automobiles et commerces liés à l'automobile sont autorisés à laisser leurs établissements ouverts, aux dates suivantes :

- 11 janvier 2026
- 18 janvier 2026
- 15 mars 2026
- 14 juin 2026
- 28 juin 2026
- 05 juillet 2026
- 13 septembre 2026
- 11 octobre 2026
- 29 novembre 2026
- 06, 13 et 20 décembre 2026

Article 2 : Les employeurs devront respecter la loi basée sur le principe du volontariat.

Article 3 : La rémunération devra être égale au moins au double de la rémunération normalement versée pour une durée équivalente de travail. Un repos compensateur devra être accordé soit collectivement aux salariés, soit par roulement dans la quinzaine précédant ou suivant les dimanches travaillés. Si le dimanche travaillé précède une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

Article 4 : Les services de la Police Municipale, et Monsieur le Commissaire de Police de la Circonscription de CHALON SUR SAONE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à dater de sa notification.

Fait à Saint-Marcel, le 29 décembre 2025

Le Maire,

Signé : Raymond BURDIN

Pour copie conforme,
Certifié exécutoire pour avoir
été reçu à la sous-Préfecture
le **30 DEC. 2025**
et publié, affiché ou
notifié le **30 DEC. 2025**
Le Maire
Raymond BURDIN

